



LE COMMERCE EXTÉRIEUR EN 1997 : APRÈS L'EXPLOIT, LE RETRAIT

Le vocabulaire manque pour renouveler chaque année le commentaire des performances réalisées l'année précédente par les échanges extérieurs. L'exception devient banale. 1997 ne déroge pas à ce qui est devenu la règle. Qu'on en juge à nouveau, par quatre estimations.

- La balance des paiements courants dégage un excédent de plus de 2,5 % du PIB. La mémoire des conjoncturistes ne parvient pas à retrouver un tel excédent. Il faut remonter avant la seconde guerre mondiale !

- L'excédent des échanges de marchandises aura atteint environ 170 milliards de francs. L'amélioration est de l'ordre de 85 milliards par rapport à 1996, soit un doublement. Le taux de couverture atteint 111 % ⁽¹⁾.

- L'excédent industriel s'élève à 140 milliards de francs. Est ainsi effacé tout le creux amorcé au milieu des années quatre-vingt et qui a perduré jusqu'en 1990 ; l'ampleur du déficit accumulé avait à l'époque fait craindre une désindustrialisation et évoqué des retards structurels.

- En 1997, les exportations de biens et services ont progressé de plus de 10 % en volume et les échanges extérieurs ont tiré la croissance économique, contribuant pour 1,3 point à la hausse du PIB de 2,3 %, selon les estimations de l'INSEE de décembre 1997. Le contraste avec la faiblesse de la demande intérieure est grand, au moins au premier semestre.

(1) Tous les chiffres intègrent les corrections statistiques introduites depuis le 1^{er} janvier 1997, c'est-à-dire l'intégration des quatre Départements d'Outre-Mer (Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion) au territoire français.

Nous nous attacherons d'abord à dégager les tendances récentes, avant de nous interroger sur l'insertion internationale de la France à la veille de l'union monétaire européenne.

Les importations ont redémarré...

Les importations ont lentement redémarré, après avoir stagné de la mi-95 à la mi-96. Le redressement fut d'abord très modéré, puis plus net au second semestre 1997. En cumul sur dix mois, la hausse des achats a atteint 7,6 %, au lieu de 1,7 % en 1996 (tableau 1). La hausse est forte pour l'énergie à cause du cumul des croissances des volumes importés et des prix. Les prix en francs se sont en effet élevés en moyenne annuelle, même si un repli s'est opéré en début d'année ; jusqu'à l'été 1997 la baisse des prix du baril sur les marchés internationaux n'a été que partiellement compensée par la

1. Echanges extérieurs par produits

(Variation de janvier-octobre 1996 à janvier-octobre 1997)

	Importations en %	Exportations en %	Variation du solde (milliards)
Agro-alimentaire	4,2	10,6	+ 13,0
Energie	13,0	11,5	- 8,5
Industrie civile	7,5	13,4	+ 62,2
Ensemble civil	7,6	12,9	+ 66,2
Matériel militaire	- 8,3	47,8	+ 7,5
Ensemble FAB / CAF	7,6	13,4	+ 73,7
FAB / FAB	7,6	13,4	+ 76,7

Sources : Douanes, DREE.

hausse du dollar ; ensuite, jusqu'en octobre, les prix mondiaux se sont redressés, ce qui a renchéri les prix d'importation en francs. En fin d'année, le prix du pétrole a de nouveau baissé.

La hausse des importations industrielles s'est franchement accélérée (7,5 % après 0,9 %), la reprise des volumes (qui fonde l'essentiel de cette hausse) s'accompagnant d'un redressement des prix. Tous les produits ont contribué à cette hausse : biens d'équipement professionnels surtout au second semestre — témoignant de la reprise en cours de l'investissement —, biens de consommation courante — du fait de la reprise des achats des ménages — et biens intermédiaires. Seules les importations d'automobiles ont chuté (- 15 %) du fait du repli des immatriculations françaises ; le taux de pénétration étrangère de l'automobile s'est seulement stabilisé (à 44,1 %), après une forte croissance depuis 1994 ; il recule cependant en fin d'année.

... mais le décalage conjoncturel demeure

Le décalage conjoncturel entre la France et ses partenaires a perduré en 1997 (tableau 2). Comparé à l'Europe, la France avait connu une avance de sa demande intérieure en 1994, puis les conjonctures s'étaient harmonisées en 1995, le repli français s'avérant même un peu plus prononcé en cours d'année. En 1996, la hausse de la demande intérieure s'est révélée plus faible qu'ailleurs : 1 % au lieu de 1,4 % en Europe (1,5 % pour l'Union Européenne hors France) et 3 % en moyenne pour l'OCDE.

En 1997, la progression de la demande intérieure française s'est stabilisée (+ 0,9 %) tandis que celle de l'Europe s'est accélérée à 2,1 % (2,4 % hors France)

2. Demandes intérieures et échanges extérieurs

Variation en %, en volume

En 1996	F	I	R-U	A	ESP	UE	OCDE
Consommation	2,1	0,7	3,5	1,3	1,9	1,9	2,7
Invest. privé	-0,4	1,9	8,3	-0,8	5,2	3,1	6,8
Dem. interne	1,0	0,2	2,7	0,8	1,4	1,4	3,0
Importations	2,8	-2,6	8,5	2,2	6,2	3,4	8,3
Exportations	4,7	-0,3	6,9	4,5	9,9	4,7	6,6
PIB	1,5	0,7	2,3	1,4	2,3	1,7	2,8

En 1997	F	I	R-U	A	ESP	UE	OCDE
Consommation	0,6	2,0	4,4	0,9	3,1	2,1	2,7
Invest. privé	0,5	0,3	9,7	1,9	5,4	3,8	7,5
Dem. interne	0,9	1,3	3,7	1,3	2,7	2,1	2,8
Importations	4,5	5,8	7,4	6,4	9,1	6,6	9,8
Exportations	9,2	5,1	6,4	10,4	11,3	8,1	10,7
PIB	2,3	1,3	3,4	2,4	3,2	2,6	3,0

Source : OCDE, perspectives de décembre 1997.

et qu'en moyenne celle de l'OCDE a continué de progresser à un rythme soutenu (2,8 %), quoiqu'un peu plus faible qu'en 1996.

En Europe, les situations sont très diversifiées. Différentes dynamiques régionales ⁽²⁾ sont apparues, selon les politiques économiques (budgétaire et monétaire) menées. Le blocage des demandes intérieures a été manifeste pour la France et l'Allemagne. L'Italie, qui a dû faire des efforts particulièrement intenses pour assurer la convergence nominale (inflation, déficit public...) avec le reste des pays d'Europe candidats à l'Union monétaire, a également connu une faible demande intérieure. Encore faut-il noter que celle-ci est dopée en 1997 par les mesures de soutien à l'automobile, semblables à celles qui avaient été adoptées en France en 1994-95 puis 1996. Ailleurs en Europe les demandes intérieures se sont redressées en 1997, en particulier dans les petits pays du Nord (Finlande, Danemark, Pays-Bas), du Sud (Espagne et Portugal), et au Royaume-Uni. Ces pays peuvent dynamiser la croissance européenne, via les échanges extérieurs. Mais l'année 1997 traduit encore les écarts les plus grands, avant que se diffusent les reprises et que se synchronisent les croissances d'activité.

En France, la consommation des ménages, après avoir progressé comme la moyenne européenne en 1996, est parmi les plus faibles d'Europe en 1997 ; le Royaume-Uni conserve une avance manifeste et l'Espagne réalise des performances remarquables. En matière d'investissement, le retard français reste notable ; seule l'Italie connaît, comme la France, une quasi stagnation des dépenses d'équipement. Même l'Allemagne a vu ses investissements progresser en moyenne annuelle. A nouveau le Royaume-Uni et l'Espagne réalisent les meilleures performances ⁽³⁾.

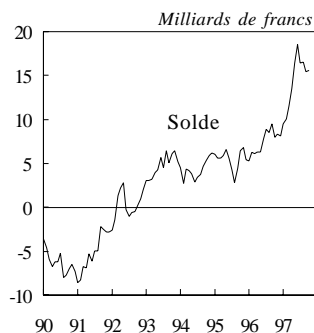
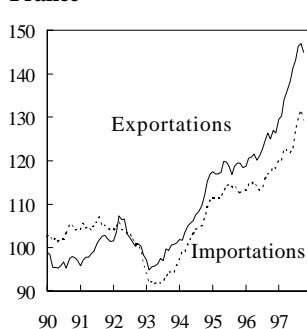
Les écarts de demandes intérieures et les écarts relatifs de compétitivité des prix se lisent dans les performances extérieures. En France et en Allemagne, la contribution des échanges extérieurs à la croissance est la plus forte, progression modérée des importations et forte croissance des exportations se combinant. La dépréciation du change face au dollar a contribué à l'envolée du volume des exportations. Au contraire la livre s'est appréciée et les échanges extérieurs du Royaume-Uni ont contribué négativement à la croissance. C'est aussi le cas de l'Italie où la croissance des exportations en volume est restée modérée, l'appréciation de la lire de 1995-96 ayant été tout juste stoppée en 1997.

(2) « Disparités de croissance et de politiques économiques en Europe » C. Mathieu et O. Passet, *Revue de l'OFCE* n° 64, Janvier 1998

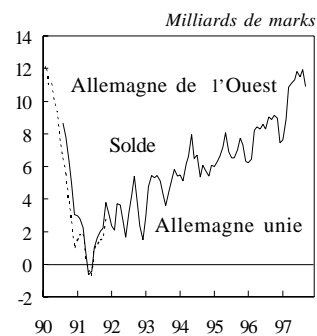
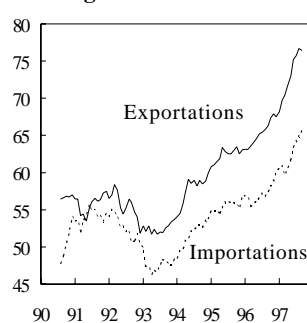
(3) Au Royaume-Uni, la forte progression de l'investissement privé (+ 8,3 % en 1996 et + 9,7 % en 1997) reflète à la fois une reprise effective des dépenses et l'effet des privatisations.

1. Echanges extérieurs (en monnaie nationale) ⁽¹⁾

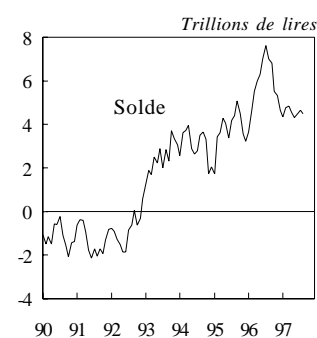
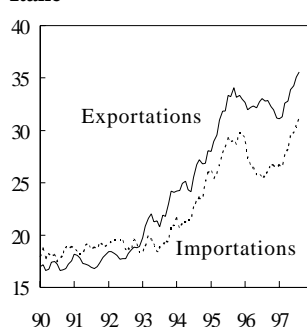
France



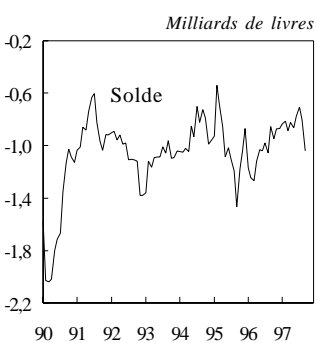
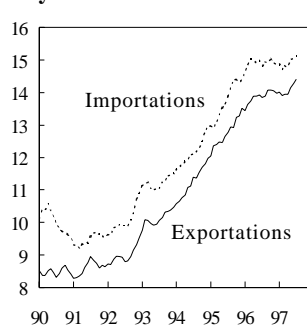
Allemagne



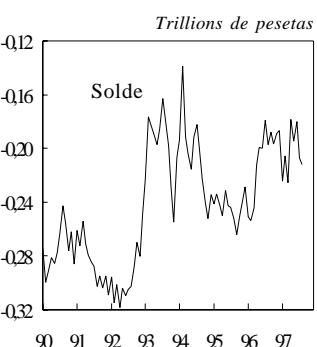
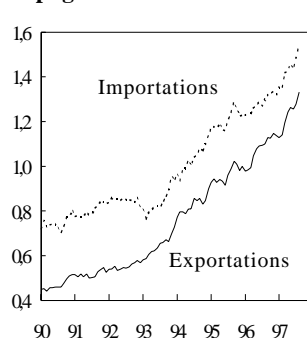
Italie



Royaume-Uni



Espagne



(1) mm3, cvs, FAB/FAB, sauf pour l'Italie et l'Espagne FAB/CAF
Sources : Douanes, Bundesbank, OCDE, CSO.

L'amélioration des soldes commerciaux, en valeur, est particulièrement nette en France, et en Allemagne où le niveau mensuel moyen de l'excédent d'avant la réunification est restauré à la fin de 1997. Au contraire au Royaume-Uni et en Espagne, les déficits ont été seulement stabilisés. En Italie, l'excédent s'est réduit, après un gonflement exceptionnel en 1996, consécutif au repli des importations (graphique 1).

Le décalage conjoncturel est décelable aussi en France dans l'évolution des carnets de commandes de produits industriels ; depuis dix ans, jamais le décalage entre demande intérieure et demande extérieure n'avait été aussi ample et aussi durable : lors de la forte reprise de 1987, pourtant amorcée par un regain de demande étrangère, l'écart fut moins ample et plus bref.

Ce regain d'exportations industrielles s'explique à la fois par une accélération du commerce mondial et par une amélioration de la compétitivité. Grâce à la dépréciation du franc (graphique 2), les exportateurs ont en 1997 gagné des parts de marché, à l'inverse des années précédentes. Selon les premières estimations, la demande adressée à la France en produits manufacturés aurait progressé de près de 8 % et les exportations françaises de près de 13 %, en francs constants. C'est donc une amélioration des parts de marché de 5 points, après une stabilisation en 1995 et 1996.

Les échanges s'améliorent surtout vers l'Union européenne

L'amélioration des échanges vient surtout de l'Union européenne (54 milliards d'amélioration sur 66 au total, tableau 3). Presque partout les améliorations sont remarquables, en particulier vers les pays dont la demande intérieure progresse plus vite que celle de la France (Royaume-Uni, Espagne, Pays-Bas...).

Les échanges avec l'Italie font exception : malgré une évolution proche des demandes intérieures, le solde bilatéral s'est amélioré nettement, les exportations progressant de 12,7 % et les importations de 1,6 % seulement. L'essentiel provient de l'automobile : les exportations françaises ont crû de 43 % et les importations ont reculé de 7,5 %. Cela traduit le décalage des mesures gouvernementales de soutien à l'automobile : en France, les immatriculations ont été dopées en 1996 puis se sont effondrées (- 19,6 %) ; en Italie, la mesure de soutien a été adoptée en 1997 et a permis une progression du marché de 39,2 %. Il faut cependant souligner que les exportations françaises vers l'Italie se sont également bien tenues pour les biens d'équipement professionnels et les biens intermédiaires, traduisant les difficultés de la compétitivité italienne. Le solde bilatéral avec l'Italie fait des

2. Taux de change effectif réel du franc *



* Moyenne pondérée d'un panier de devises, corrigée des écarts d'inflation.
Une hausse de l'indice traduit une perte de compétitivité du franc et inversement.

Source : INSEE.

3. Echanges par pays

(Variation de janvier-octobre 1996 à janvier-octobre 1997)

	Importations en %	Exportations en %	Variation du solde (milliards)
OCDE ⁽¹⁾	6,0	11,8	+ 55,5
UE à 15	3,8	10,6	+ 53,9
Belgique - Luxembourg	2,4	5,3	+ 3,1
Pays-Bas	2,8	15,2	+ 6,8
Allemagne	2,2	3,6	+ 3,0
Italie	1,6	12,7	+ 12,4
Royaume-Uni	9,5	19,5	+ 13,3
Espagne	2,2	11,8	+ 9,7
Etats-Unis	17,1	21,7	- 0,1
Japon	11,2	2,7	- 3,7
PECO	9,4	28,4	+ 7,5
Proche et Moyen-Orient	15,0	24,9	+ 4,3
Amérique du Sud	16,3	21,9	+ 1,4
Asie en développement	17,1	26,4	+ 6,7
Afrique	9,7	3,2	- 2,7
Monde	7,6	12,9	+ 66,2

(1) Hors PECO et Corée du sud.

Sources : Douanes, DREE.

embardées : les échanges étaient exceptionnellement devenus excédentaires en 1995 ; un déficit était réapparu en 1996, mais il a fait place en 1997 à un nouvel excédent.

Vers les autres pays à faible croissance (Allemagne et Belgique) des améliorations peuvent être notées, mais de faible ampleur : l'avance des exportations sur les importations provient probablement d'une meilleure compétitivité des produits français relativement aux exportateurs des pays tiers qui facturent en dollars. Hors de l'Europe, les échanges se sont dégradés avec le Japon et tout juste stabilisés avec les Etats-Unis.

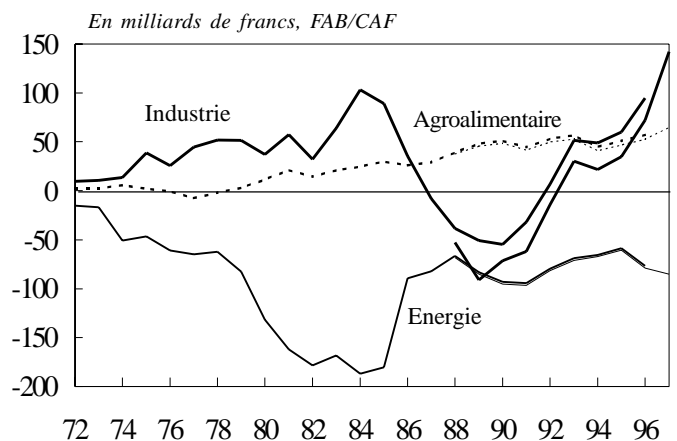
Vis-à-vis des pays non membres de l'OCDE, on observe une amélioration globale ; mais les situations sont très contrastées : dégradation vers l'Afrique, faible progression vers l'Amérique du Sud (où les flux croisés sont dynamiques) et forte amélioration vers l'Europe de l'Est et l'Asie. Vers l'Europe de l'Est, la progression des exportations a été très forte en Russie, en Pologne, en Slovénie et en Hongrie. La République Tchèque, qui connaît des difficultés, n'a pas participé à ce mouvement. Les soldes bilatéraux se sont améliorés surtout avec la Russie, la Pologne et la Slovénie (d'autant qu'en provenance de ce dernier pays, les importations d'automobiles se sont effondrées). De fortes importations en provenance de Hongrie ont compensé la hausse des ventes.

Enfin, vers l'Asie, on note encore une nette amélioration, en particulier avec les dix pays d'Asie en développement rapide, vers lesquels les exportations ont progressé de 35 % et les importations de 17 %. En moyenne vers ces dix pays le solde s'est amélioré de 11,5 milliards, le déficit cédant la place à un excédent. Mais là encore les contrastes sont grands : fortes améliorations vers les Philippines, Taïwan et l'Indonésie ; dégradations avec le Vietnam et dans une moindre mesure la Chine ; stabilisation avec Hong-Kong, Singapour, la Corée, la Malaisie et la Thaïlande.

Les excédents de l'agriculture et surtout de l'industrie ont été renforcés

L'excédent agro-alimentaire s'est sensiblement amplifié, grâce à des exportations en progrès dans la filière des boissons et alcools. Les importations sont restées modérées, malgré le renchérissement des produits tropicaux, facturés en dollars. Au total, l'excédent aura atteint 65 milliards, performance encore inégalée (tableau 1 et graphique 3).

3. Soldes commerciaux par produits



Rupture de série à partir de 1997 : les DOM sont pris en compte. Les séries ont été réropolées jusqu'en 1988 et superposées aux anciennes pour montrer les écarts.

Sources : INSEE, Douanes, estimations OFCE.

Dans l'industrie, matériels civils et militaires ont accru leurs performances. Les exportations d'armes ont progressé de presque 50 %, prolongeant la hausse amorcée en 1996. Le point bas avait été atteint en 1995, lorsque l'excédent n'était que de 7 milliards au lieu de plus de 30 dans la seconde moitié des années quatre-vingt. L'excédent de 1997 dépassera 20 milliards. Cette hausse devrait se poursuivre, au vu des commandes à l'exportation passées en 1997 (50 milliards), un résultat proche de celui de 1992, alors qualifié d'exceptionnel.

L'excédent industriel civil est multiplié par 2,5 grâce à l'écart des croissances entre importations et exportations (tableau 4). L'automobile participe pour plus de la moitié à cette performance, l'écart des demandes en Europe étant incontestable dans ce secteur. Les autres branches participent toutes à l'amélioration, mais beaucoup plus modestement : biens de consommation courante, biens intermédiaires (dont le solde devient excédentaire), grâce à la chimie, et biens d'équipement professionnels. Progrès de l'aéronautique et des autres branches (mécanique et électronique) se sont combinés, à l'inverse de 1996 ; l'aéronautique a contribué pour près de moitié à l'amélioration du solde des biens d'équipement ; livraisons de l'année et nouvelles commandes se sont accrues.

4. Echanges extérieurs de l'industrie

(Variation de janvier-octobre 1996 à janvier-octobre 1997)

	Importations en %	Exportations en %	Variation du solde (milliards)
Industrie civile	7,5	13,4	+ 62,2
Biens intermédiaires	8,0	10,2	+ 6,3
Equipt professionnel (hors naval – aéro.)	13,9 (11,2)	16,2 (13,7)	+ 13,0 (+ 7,4)
Equipt ménager	1,5	7,7	+ 1,3
Automobile	- 15,1	23,8	+ 30,4
Camions et pièces	2,7	7,3	+ 4,4
Conso. courante	8,5	12,5	+ 6,9

Sources : Douanes, DREE.

L'excédent extérieur devrait se réduire, enfin !

A court terme, l'excédent extérieur devrait se réduire, enfin. Après l'exploit, le retrait. La résorption des décalages conjoncturels en Europe et l'impact de la crise asiatique y contribueront.

La résorption des décalages en Europe intervient dès la fin 1997. En France, reprise de la consommation et de l'investissement se combinent. La confiance des ménages s'est fortement redressée et retrouve les niveaux de l'été 1995. Elle dépasse désormais fran-

chement celle de l'Italie, de la Belgique et de l'Allemagne ; les ménages hollandais et anglais demeurent encore plus optimistes, mais l'écart s'est réduit. Les entreprises industrielles ont aussi retrouvé leur optimisme de 1994-95. Leur opinion sur les carnets de commande dépasse désormais un peu la moyenne européenne, après lui avoir été durablement inférieure. Seule l'opinion sur le redressement des prix de production demeure plus défavorable en France qu'ailleurs en Europe. La concurrence étrangère pour les exportateurs français reste faible à la fin de 1997 car les commandes sont fortes et les prix français ont progressé moins vite que la moyenne étrangère. L'effort sur les marges à l'exportation a ainsi pu être relâché.

En 1998, le secteur automobile aura une influence très heurtée : la prime à la casse en Italie a été prolongée de décembre 1997 à juillet 1998, mais les avantages sont plus faibles ; les achats des ménages devraient rester soutenus au premier semestre, mais risquent d'être réduits au second si une nouvelle prolongation n'est pas décidée. En Espagne la mesure de soutien a également été prolongée, sans date limite, mais elle est de plus faible ampleur ; le marché serait soutenu, sans être en très forte croissance. En France, les immatriculations devraient cesser de se réduire. L'excédent de l'automobile devrait donc se stabiliser (voire croître) en début d'année, puis se réduire nettement en fin d'année. Or on a vu l'importance de l'impact spécifique de ce secteur en 1997.

La crise asiatique va également dans le sens d'une réduction de l'excédent : moindre croissance du commerce mondial et concurrence accrue du fait de la dépréciation des monnaies asiatiques, réduisent les exportations potentielles et accroissent la pénétration des importations sur le marché intérieur. Le risque d'un repli du dollar, consécutif à une baisse éventuelle des taux d'intérêt et au creusement du déficit commercial américain, accentuerait la dégradation de la compétitivité européenne.

Ces deux tendances (redémarrage de la demande intérieure et impact de la crise asiatique) ne cumuleront cependant pas leurs effets. L'impact de la crise asiatique sera progressif. A très court terme, la chute des importations asiatiques est importante et déjà perceptible pour certains pays tels la Corée. Les exportations françaises seront concernées ; les ventes vers l'Asie (hors Japon mais y compris Corée) représentent 6,7 % du total en 1996 ; vers les dix pays en développement rapide, cette part est de 5,7 % ; et si l'on ne tient pas compte de la Chine, de Hong-Kong et de l'Inde, qui n'ont pas été atteints par la crise, elle est de 3,3 %. La France est, de ce point de vue, dans la moyenne européenne. Les parts relatives vers l'ensemble de l'Asie hors Japon sont bien plus élevées pour les Etats-Unis (19,2 %) et surtout le Japon (44 %) que pour l'Europe.

Cependant, si l'on ne tient compte que des échanges extra-européens, la part de l'Asie dans les exportations est de 18,6 % pour l'Europe et 18,4 % pour la France, c'est-à-dire semblable à celle des Etats-Unis.

Dans ce contexte de moindre croissance du commerce mondial, la concurrence accrue du fait de la dépréciation des monnaies sera plus intense. La perte de compétitivité européenne, à l'exportation sur les marchés tiers et à l'importation en Europe, sera, comme toujours pour les effets-prix, décalée dans le temps ; elle sera progressive, dans la mesure où elle dépendra des comportements de marge.

Enfin, le risque de repli du dollar n'est encore que potentiel. Non seulement la crise asiatique et le redémarrage de la demande intérieure européenne ne cumuleront pas leurs effets, mais leurs influences s'entremêlent : le redressement de la demande intérieure sera compromis si la crise asiatique s'intensifie et si se cumulent intensification de la concurrence, baisses de prix et difficultés bancaires.

L'impact des taux de change restera majeur : le surcroît de croissance économique en 1997 provient de la demande extérieure, favorisée par l'appréciation du dollar. Le rééquilibrage des monnaies européennes a également contribué à l'amélioration de la compétitivité française. Le taux de change effectif réel du franc a retrouvé son niveau de 1991-92, avant les crises du SME (graphique 2).

Les fluctuations des monnaies européennes entre elles disparaîtront en mai 1998. Dans quelle mesure cela va-t-il permettre une moindre dépendance du commerce extérieur au change ? L'examen des parts relatives des échanges intra et extra-communautaires conduit à mettre en évidence l'importance des échanges mutuels.

Les échanges mutuels en Europe

En France, l'Union européenne à Quinze représente 62,9 % des exportations de marchandises et 61 % des importations en 1997. En moyenne, d'ailleurs, la France est davantage tournée vers cette zone que l'Europe dans son ensemble, et que l'Allemagne en particulier. C'est une évolution historique notable puisqu'en 1958 à peine 30 % des exportations et des importations se faisaient sur la zone. La réorientation géographique des échanges, encore dominés dans les années cinquante par les pays en développement, a été un bouleversement pour la France. Alors qu'en 1958 elle était moins tournée vers son continent que ses voisins, elle l'est davantage que la moyenne en 1994, tant pour les exportations que les importations ⁽⁴⁾.

5. Structure des échanges extérieurs en Europe

En % du total

En 1994	F	I	R-U	A	ESP	EUR12
Exportations	100	100	100	100	100	100
intra EUR 12	60,7	53,4	54,1	48,9	64,5	58,4
extra EUR 12	39,3	46,6	45,9	51,1	35,5	41,6
Importations	100	100	100	100	100	100
intra EUR 12	65,0	56,2	49,9	50,7	63,5	57,0
extra EUR 12	35,0	43,8	50,1	49,3	36,5	43,0

Source : EUROSTAT.

Le tableau 5 montre les situations relatives : hormis la France, les grands pays sont moins tournés vers leur zone que la moyenne européenne : celle-ci est en effet amplifiée par les pays tels la Belgique et les Pays-Bas qui ont un rôle de plaque tournante dans le commerce intra-européen. La situation française apparaît donc originale.

Si l'on examine les poids relatifs au PIB, on constate que le degré d'ouverture ⁽⁵⁾ de la France est plus faible qu'en moyenne européenne et que dans les grands pays de la zone. Le poids des échanges intra-communautaires est proche de ceux des grands pays partenaires, mais le poids des échanges extra-communautaires est en moyenne plus faible (tableau 6). Or c'est de ce dernier que va dépendre l'autonomie relative des zones.

6. Parts des échanges extérieurs dans le PIB en Europe

En % du PIB

En 1995	F	I	R-U	A	ESP	EUR15
Exportations	18,3	21,2	21,5	21,3	16,3	23,7
intra EUR 15	11,6	12,8	12,4	12,3	11,6	15,0
extra EUR 15	6,7	8,4	9,1	9,0	4,7	8,7
Importations	17,7	18,2	23,5	18,8	20,2	22,6
intra EUR 15	11,3	12,0	12,9	10,5	13,1	14,1
extra EUR 15	6,4	6,2	10,6	8,3	7,1	8,5
Degré d'ouverture	18,0	19,7	22,5	20,1	18,2	23,1
intra EUR 15	11,4	12,4	12,6	11,4	12,3	14,5
extra EUR 15	6,6	7,3	9,9	8,7	5,9	8,6

Source : EUROSTAT.

(4) La reconstitution d'une Europe à douze sur l'ensemble de la période a été faite par EUROSTAT. Elle permet de comparer l'évolution des échanges des pays entre 1958 et 1994.

(5) Degré d'ouverture = demi-somme des importations et des exportations, rapportée au PIB.

L'ouverture au monde de la triade

Les échanges extra-communautaires de la France représentent 6,6 % du PIB seulement en 1995. En moyenne l'Europe est plus ouverte sur l'extérieur avec 8,6 %. Si l'on compare au reste du monde, on observe que le degré d'ouverture des Etats-Unis est plus fort (9,1 %) et celui du Japon plus faible (7,1 %). Les écarts sont cependant modérés (2,5 points). Ils ont été sensiblement réduits depuis 1960 car les Etats-Unis étaient à l'époque faiblement ouverts sur l'extérieur (tableau 7). La convergence est manifeste.

7. Degré d'ouverture pour les biens
(exportations + importations) / 2, en % du PIB

	1960	1970	1980	1990	1995
France ⁽¹⁾	6,8	5,2	8,3	6,7	6,6
Europe à 15 ⁽¹⁾	9,3	7,5	10,0	8,1	8,6
Etats-Unis	3,3	4,0	8,5	7,7	9,1
Japon	8,6	8,3	11,9	8,4	7,1

(1) Echanges extra-communautaires seulement.

Sources : EUROSTAT, Bank of Japan, US department of commerce, estimations OFCE.

Du point de vue des importations, le Japon est la zone la moins ouverte, après le repli opéré dans la décennie quatre-vingt (graphique 4). En fin de période, la pénétration des importations demeure inférieure à 6 %. Les Etats-Unis ont au contraire connu, sur l'ensemble de la période, un accroissement des importations supérieur à celui du PIB, si bien que le ratio atteint 10,3 % en 1995. Il est ainsi devenu supérieur, depuis le début des années quatre-vingt-dix, à celui de l'Europe. En Europe, en effet, le milieu des années quatre-vingt s'est traduit par un repli du rapport des importations à l'activité : avec le contre-choc pétrolier et la baisse du dollar, la valeur des importations énergétiques a fortement diminué. En fin de période le taux atteint 8,7 %. La France a connu les mêmes évolutions, mais à un niveau moindre, le ratio atteignant 6,4 % en 1995.

Du point de vue des exportations, les situations relatives sont inversées, mais elles sont aussi plus proches en fin de période (graphique 5) : en 1995, le degré d'ouverture atteint 8,4 % au Japon ; 7,9 % aux Etats-Unis ; 8,9 % en Europe et 6,7 % en France. Ainsi, l'Europe est devenue la zone la plus tournée vers l'extérieur pour ses ventes. Le Japon l'a été sur l'ensemble de la période, mais le fort repli de la deuxième moitié des années quatre-vingt (due en partie à une délocalisation accrue de sa production) l'a ramené derrière l'Europe depuis 1994. Cette situation n'est peut-être que provisoire, mais on peut en tout cas affirmer que les ordres de grandeur sont désormais similaires. Les Etats-Unis

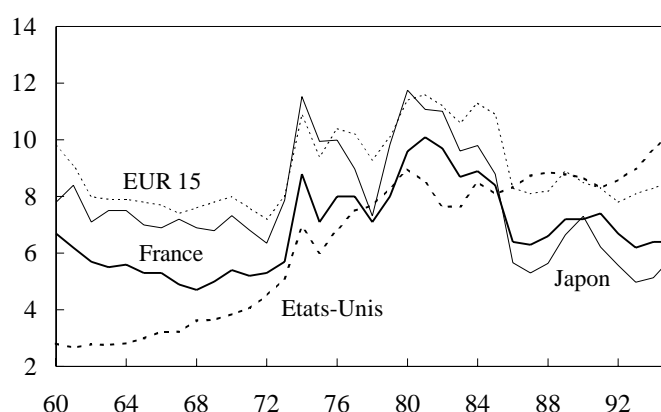
ont progressivement rejoint le Japon. La France a connu les mêmes fluctuations que l'Europe, mais là encore à un niveau moindre, de deux points environ.

Dollar, monnaie européenne et autonomie

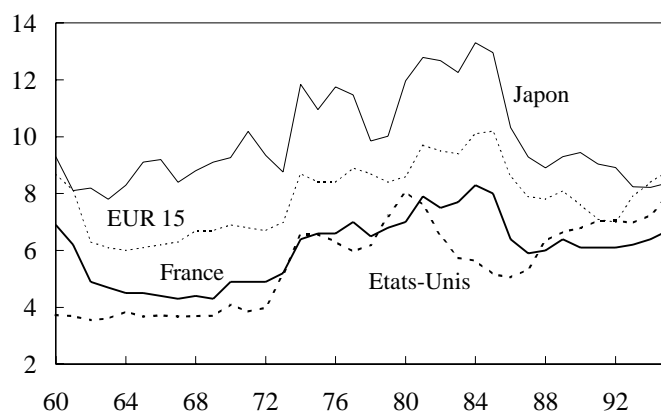
Historiquement, la prise en compte de l'Europe comme un tout n'est que partiellement justifiée : sur toute la période considérée, la part des échanges extra-européens rapportée à l'activité a progressé faiblement du fait de la réorientation vers le marché continental. De plus, les échanges intra-européens ont été de vrais flux de commerces extérieurs, même si les barrières douanières ont progressivement reflué jusqu'à disparaître, et même si, depuis 1993, les déclarations aux frontières ont été supprimées. En effet, tant que les taux de change sont multiples, on ne peut considérer qu'il s'agit de flux régionaux.

La définition d'un degré d'ouverture extra-européen vaut donc essentiellement pour l'avenir et pour la compréhension de la contrainte extérieure qui s'exercera sur l'Europe en tant que zone.

4. Importations de biens en pourcentage du PIB



5. Exportations de biens en pourcentage du PIB



Sources : EUROSTAT (échanges extra-européens pour l'Europe et la France), Bank of Japan, US department of Commerce, estimations OFCE.

L'Europe sera bien un grand marché intérieur. Certes des divergences des fiscalités indirectes demeurent encore et induisent des distorsions de prix telles que les échanges intra-européens continuent d'être soumis à des règles transitoires où les ventes s'effectuent hors TVA et se voient appliquer la fiscalité du pays destinataire. Mais on peut envisager qu'à terme de écarts de fiscalités subsistent au plan régional, comme c'est le cas dans certains pays. En revanche, la monnaie est une question essentielle.

L'introduction de la monnaie unique réduira la dépendance de l'activité européenne aux variations du taux de change. Certes la concurrence à l'exportation restera soumise à la variation du dollar, qui vaudra aussi pour les échanges intra-européens, amputant ou restaurant la compétitivité des produits européens face aux produits importés. Ce qui changera surtout, ce sont les objectifs de la politique de change et la

possibilité de mettre en œuvre une politique économique tournée prioritairement vers le marché intérieur. Par exemple une détente monétaire, même si elle conduit à une dépréciation de l'euro face au dollar, n'aurait que de faibles conséquences inflationnistes. Une autonomie supplémentaire serait ainsi restaurée.

Les excédents des balances des paiements courants sont suffisamment confortables — voire excessifs — actuellement en Europe (2,5 % en France, 1,4 % en Europe et près de 2 % en Europe hors Allemagne) pour mettre à l'ordre du jour une politique économique tournée vers le soutien de la demande intérieure. Les taux de chômage sont suffisamment élevés pour la rendre nécessaire.

Françoise MILEWSKI
Rédactrice en chef

Vient de paraître : *Revue de l'OFCE* n° 64 / janvier 1998

Dossier : **La réduction de la durée du travail**

- **Utopie pour l'emploi (suite)**
Jean-Paul FITOUSSI
- **Le temps et l'argent : les 35 heures en douceur**
Gérard CORNILLEAU, Eric HEYER et Xavier TIMBEAU
- **Fondements microéconomiques de la durée du travail et politiques de réduction**
Simon CUEVA, Eric HEYER et Dominique TADDÉI
- **Les Pays-Bas : une société à flexibilité limitée**
Catherine BRUNO et Valérie CHAUVIN
- **Durée du travail, boucle prix-salaire et taux de chômage d'équilibre**
Gilbert CETTE
- **Fiche de lecture**
Jacky FAYOLLE

Disparités de croissance et de politiques économiques en Europe

Catherine MATHIEU et Olivier PASSET

Convergence des vieillissements en Europe et retraites

Alexis DANTEC

Les tendances de la société française : 1975-1995

Louis DIRN

Chronologie 1997

Sylvie LE GOLVAN